

La communication environnementale de l'Union Internationale (UICN) pour la Conservation de la Nature au Sénégal

Marième Pollèle NDIAYE

Département Communication,

Unité de Formation et de Recherche des Civilisations,

Arts et Communication (UFR CRAC)

Université Gaston Berger (Sénégal)

Courriel: marieme-pollele.ndiaye@ugb.edu.sn

Résumé

La lutte en faveur de la protection de l'environnement implique une multiplicité d'acteurs parmi lesquels figurent en bonne place, les organisations non gouvernementales (ONG). Ainsi, la présente étude s'intéresse à la communication environnementale de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans la commune de Djilor au Sénégal. Il s'agit d'une part, d'analyser les actions de communication déployées par l'ONG afin d'inciter la population locale à la préservation du milieu physique naturel. D'autre part, l'étude interroge le regard de cette population sur lesdites campagnes de communication. En croisant les approches qualitatives et quantitatives, il apparaît que la communication performative de l'UICN est centrée principalement sur le modèle du déficit informationnel.

Mots clés : communication environnementale, Djilor, Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).

The environmental communication of the International Union (IUCN) for the Conservation of Nature in Senegal

Abstract

The fight for the protection of the environment involves a multiplicity of actors among those responsible in good place, the non-governmental organizations (NGOs). Thus, this study focuses on the environmental communication of the International Union for Conservation of Nature (IUCN) in the town of Djilor in Senegal. It is a part, to analyze the communication actions deployed by the NGO in order to encourage the local population to preserve the natural physical environment. On the other hand, the study questions the view of the populations concerned in relation to these communication campaigns. By crossing the qualitative and quantitative approaches, it appears that the performative communication of the IUCN is centered mainly on the model of the information deficit.

Keys words: environmental communication; Djilor; International Union for Conservation of Nature (IUCN).

Introduction

Le Sénégal est confronté à une crise écologique de grande envergure n'épargnant ni les zones rurales, ni les zones urbaines. À l'instar de ses voisins du Sahel, il est victime d'une désertification en cours dans sa partie soudano-sahélien (au nord de la Gambie). Les causes de ce phénomène sont majoritairement liées aux activités humaines : feux de brousse, défrichements, collecte du bois de chauffe, méthodes culturales dégradantes pour les sols, etc. En outre, cette désertification s'accompagne d'une déforestation sans précédent dont l'ampleur tourne autour d'1,2 millions d'hectares de massifs forestiers perdus en 5 ans (Greepeace, 2021). La désertification et la déforestation causent un appauvrissement généralisé des sols avec des conséquences plus que préoccupantes : les paysanneries du pays ont davantage de difficultés à produire. Ce qui induit la paupérisation et renforcement d'un exode rural vers une capitale déjà très hypertrophiée. Face à cette situation, et conscient de l'urgence d'agir, l'État du Sénégal a ratifié de nombreuses conventions et traités sur l'environnement et a misé sur des projets de reboisements d'envergure comme sa participation à la Grande muraille verte¹. Dans ce dessein, le gouvernement est assisté par des organisations non gouvernementales (ONG) engagées dans la lutte pour la protection de la Nature tels que l'union internationale pour la conservation de la nature (l'UICN). Au Sénégal, les interventions de l'UICN² couvrent la zone couverte par la commune de Djilor qui se localise dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (RBDS). Cette dernière renferme d'énormes richesses hydrauliques, végétales (la mangrove), halieutiques etc. C'est la raison pour laquelle l'UNESCO lui a attribué le statut de *Réserve de Biosphère*³. Cependant, force est de constater que la zone est en train de perdre l'essentiel de ses éléments qui composent sa richesse à cause d'une surexploitation de ses ressources. Les surfaces occupées par la mangrove sont considérablement réduites et la salinisation n'en finit de gagner du terrain. La réduction des aires de mangrove diminue les revenus des populations locales qui en font leurs moyens de subsistances ; et par ricochet, elle se répercute

¹ La Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, communément appelée Grande muraille verte (GMV), est une démarche de l'Union africaine pour lutter contre les impacts du changement climatique et de la désertification en Afrique. L'ambition est de transformer la vie de millions de personnes en créant une mosaïque d'écosystèmes verts et productifs en Afrique du Nord, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Initialement conçue comme un long couloir de 15 km de large traversant tout le continent africain sur 7 800 km en passant par 11 pays, cette muraille doit relier Dakar (Sénégal) à Djibouti (Djibouti), (site internet de la Grande muraille verte, 2022).

² L'UICN est une structure possédant différentes antennes régionales et sous-régionales. C'est une union de membres composée de gouvernements et d'organisations de la Société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie. Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde. Elle est d'ailleurs la seule organisation environnementale ayant le statut officiel d'Observateur des Nations Unies.

³ Le statut de Réserve de Biosphère est un titre donné aux zones d'intérêts économiques naturels.

périlleusement sur l'économie accentuant ainsi la pauvreté de la population. À partir de là, les défis de la communication de l'UICN dans cette zone sont importants. Ils consistent à favoriser une compréhension adéquate des enjeux de la protection environnementale, et à encourager des changements de comportements. Ainsi, cette recherche tourne autour de deux principales questions : quelles sont les pratiques de communication réalisées par l'UICN dans la commune de Djilor pour mobiliser les populations-cibles autour de la protection de la nature ? Quels sont les impacts de ces dites pratiques sur les comportements ? De ces interrogations découlent l'hypothèse principale selon laquelle, l'UICN s'appuierait sur une communication principalement interactive pour convaincre les populations de Djilor à adopter des changements de comportements.

Cette contribution est structurée en trois temps. Il débutera par un détour théorique et méthodologique afin de fixer les assises épistémologiques de la recherche ; ensuite, il s'agira de présenter les principaux résultats obtenus à la suite de l'exploration du terrain ; lesquels seront discutés, enfin, à la lumière de ce qui précède.

1. Les jalons théoriques et méthodologiques de la recherche

1.1. La communication environnementale, un domaine de recherches stimulant

La communication environnementale est un domaine de recherche qui « peut être globalement décrite comme un champ d'étude qui se situe à l'articulation des théories de la communication et des théories de l'environnement dans le but d'analyser le rôle et l'influence de la communication dans les problématiques environnementales » (O. Kane, 2012 : 80-81). Elle se constitue de différents domaines de recherches disposant chacun d'un ou des objets d'étude, des techniques et méthodes. De plus, R. Cox (2010 : 45) repris par O. Kane (2006 : 42-43) divise la communication environnementale en deux dimensions : l'une d'ordre « pragmatique » et l'autre d'ordre « constitutive ». La « dimension pragmatique » renvoie au déploiement de stratégies et d'outils de communication pour répondre aux défis environnementaux. La communication environnementale pragmatique permet « d'apporter des solutions concrètes sous formes de conscientisation, de persuasion, de mobilisation » (M. A. Ba, 2017 : 13). Concernant la « dimension constitutive », elle correspond aux « effets » induits par les campagnes de communication sur les opinions, les croyances, les comportements sur le plan individuel et sur plan collectif. En effet, les productions issues de la communication exercent une influence importante sur la perception individuelle et collective de l'environnement.

Au Sénégal, les recherches en communication environnementale dans les sciences de l'information et de la communication (SIC) sont pléthores. Nous pouvons citer les travaux de M. A. Ba (2016) sur la communication sur la décharge de Mbeubeuss⁴ ; S. Mbaye (2016) sur les pratiques de communication interne en matière de responsabilité sociale et environnementale de Grandes Côtes Operations (GCO)⁵ ; K. G. Ngom (2016) sur les enjeux de la communication écologique de l'Office des lacs et des cours d'eaux Lacs (OLAC) ; I. Dieng (2020) sur la communication des acteurs locaux dans le département de Tambacounda afin de sensibiliser sur la préservation de la ressource en eau ; ou encore M. P. Ndiaye (2022) qui propose une réflexion sur les défis de la communication autour de l'eau. Elle met en avant le poids des coutumes et croyances dans la réception des messages.

Par ailleurs, aborder la communication environnementale, nous amène irrémédiablement à nous intéresser au concept de « risque ». Face aux nombreuses menaces qui pèsent sur les écosystèmes, il nous faut apprendre à vivre avec, c'est-à-dire mettre en place des procédures de décision adaptées qui permettront de limiter les risques. Ce qui n'est pas si simple car communiquer sur les risques environnementaux pour mobiliser les publics est un énorme défi (M. P. Ndiaye, 2014 : 48). En effet, l'on observe un flou conceptuel autour du mot « risque » qui désigne à la fois des événements individuels ou collectifs pouvant avoir des conséquences aussi bien mineures que catastrophiques. D'ailleurs, M. Douglas (1986 : 174) dans son ouvrage « Comment pensent les institutions ? », nous interpelle sur l'absence de consensus social autour de l'évaluation et du degré d'acceptation du risque. Chaque société définit sa conception du risque d'où, selon l'auteure, l'importance de prendre en compte les dimensions culturelles dans l'appréhension du phénomène. Ainsi, la réactivité d'une population ou d'une personne face aux impacts du changement climatique dépend de comment elle appréhende le risque. Par exemple, en terre africaine, dans certains territoires, les inondations ou les feux de forêts peuvent être vécues comme une punition divine ou associés à la colère d'un génie protecteur. En outre, comme l'observent R.J. Fisher, A. O'Connor et R. Bord (1998: 79): « *It is one thing to express general concern over an issue but quite another to have fears relating to particular dimensions of that issue* »⁶. P. Sandman (2009), spécialiste américain de la communication des risques,

⁴ Mbeubeuss est une des plus grandes décharges à ciel ouvert du monde. Située dans la banlieue de Dakar, c'est bombe écologique et sanitaire.

⁵ C'est une entreprise spécialisée dans l'exploitation de minéraux comme le zircon.

⁶ « C'est une chose d'exprimer son inquiétude à propos d'un phénomène, mais c'en est une autre d'avoir des craintes concernant des aspects particuliers de cette question » (notre traduction).

distingue ainsi « *worry agenda* » et « *action agenda* » car « *nobody has time and energy to deal with every issue that comes along. We have to choose* »⁷.

1.2. À l'assaut du terrain : focus sur les techniques d'investigation choisies

L'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) est présente dans tous les continents du globe sous formes de comités régionaux et nationaux. Au Sénégal, elle intervient par le biais du Bureau UICN Sénégal dont le siège se trouve à Dakar. L'ONG intervient majoritairement dans le Sine-Saloum, un lieu singulier avec une immense réserve en ressources naturelles végétales et animales. Le Delta du Sine-Saloum regorge de nombreux sites protégés d'envergure internationale, c'est une « perle écologique ». La population qui y vit est bercée par une mangrove très dense, un endroit propice pour la pêche, l'élevage et l'agriculture. Djilor, le terrain de recherche, situé dans la région administrative de Fatick, est localisée dans cette zone. Couvrant une superficie de 440 km², sa population est estimée à 240 040 habitants répartis entre 43 villages (Mairie de Djilor, 2020).

Plus précisément, la recherche privilégie une combinaison des approches qualitatives et quantitatives pour récolter les données. La méthode quantitative a permis de connaître l'opinion des populations de la commune de Djilor sur les activités et la communication de l'UICN, de même que leur niveau d'implication dans ces dernières. Un questionnaire a été administré à un échantillon de la population choisie selon la technique aléatoire simple. Elle consiste à interroger au hasard les membres de la population mère sans se référer à des choix calculés sur la base d'une liste exhaustive des enquêtés. L'avantage de cette technique est qu'elle est facile à mettre en œuvre. Ainsi, les villages faisant partie de la liste des bénéficiaires des projets ou des activités visant à la protection de l'environnement dans la commune de Djilor ont été ciblés. Pour une représentativité de l'échantillon et une fiabilité de l'étude, nous avons choisi 5 villages sur lesquels effectuer les enquêtes. Il s'agit de : Djilor, Keur Farba, Dioumdi, Péthie et Sadioga. Tous ces villages cités ont en commun de se regrouper dans la même zone mais surtout d'avoir polarisé le Projet de la gestion communautaire de la Forêt Djiffa. Notre choix sur ces 5 villages s'explique aussi par le fait qu'ils concentrent la majeure partie de la mangrove se trouvant dans cette zone. Finalement, 200 personnes dont 119 hommes et 82 femmes ont pris part à l'étude. Trente (30) personnes sont enquêtées pour chaque lieu suivant : Keur Farba, Péthie, Dioumdi et Sadioga. Pour le village de Djilor, 80 personnes ont répondu au questionnaire. Cette

⁷ « Personne n'a le temps, ni l'énergie d'affronter tous les problèmes qui se présentent au quotidien, nous devons choisir » (notre traduction).

importante part de Djilor se justifie par son statut administratif (commune), sa population considérable comparée aux autres villages, mais aussi par le fait qu'il soit le point de campement, de préparation, d'élaboration et de repli pour toutes les ONG s'activant dans cette zone.

Quant à méthode qualitative, elle a permis d'échanger, dans le cadre d'entretiens semi-directives, avec des personnes ressources afin d'en savoir plus sur les ressorts de la production des campagnes de communication environnementale. Trois (03) personnes furent contactées, elles ont été retenues car ce sont des collaborateurs privilégiés de l'ONG. Le premier enquêté est un environnementaliste qui a beaucoup travaillé avec l'UICN et d'autres ONG s'activant dans la protection de l'environnement dans la zone de Djilor. Originaire de Péthie, un village se situant près de Djilor, et enseignant de profession, il s'est engagé dans « la lutte pour la conservation, de la restauration et même de la valorisation des ressources naturelles qui sont très importantes dans le département. ». Notre deuxième interlocuteur est un ingénieur agronome spécialisé en Pêche et en Aquaculture. Il nous dit avoir commencé très tôt à faire des consultations dans l'environnement. L'UICN l'a sollicité pour diriger un projet dans le Saloum. Le troisième interviewé est le Secrétaire du Maire de la commune de Djilor. En se présentant, il a juste indiqué son nom et la fonction qu'il occupe au sein de la municipalité. Il n'a pas accepté de faire une présentation complète de son parcours, ce que nous respectons.

Par ailleurs, il convient de souligner que les enquêtes se sont déroulées entre juillet et septembre 2020, en plein contexte pandémique, ce qui n'a pas rendu facile l'administration des questions.

Examinons maintenant les principales idées qui ont émergé lors du dépouillement des enquêtes.

2. Les échos du terrain

2.1. L'UICN tiraillée entre un manque de notoriété institutionnelle et le succès de ses campagnes de communication

Cette enquête a montré que peu de gens connaissaient l'UICN, hormis quelques personnes averties soit 70 sur 200 répondants. Ces personnes l'ont connu par le biais de représentants de l'ONG au sein de la communauté (62) ; la radio (5) ; la télévision (2) ; internet (1) et par le biais d'un autre moyen (1). Il s'agissait pour ce dernier cas, d'un rapport de l'ONG. Notons aussi que le niveau de notoriété est plus faible chez les jeunes âgés de 15 à 25 ans que

chez le reste de la population. Cette faible notoriété auprès de la population de la zone de Djilor est à mettre sur le compte d'une insuffisance de communication institutionnelle. C'est-à-dire que la communication faite sur le terrain met plus la focale sur les projets de l'ONG que sur elle-même en tant qu'organisation. En conséquence, les chefs de projets et agents sont plus connus que l'UICN elle-même, comme en témoignent les résultats. Les répondants n'associaient pas systématiquement le nom de l'ONG à ses activités de sensibilisation. À la question s'ils connaissent l'« UICN », les enquêtés répondaient majoritairement « Non ». Il a fallu que l'on rappelle par exemple, un des projets de l'UICN dans la zone comme la gestion communautaire de la forêt de Djiffa, pour obtenir un acquiescement. En ce qui concerne la faible connaissance de l'organisation par les jeunes âgés de 15 à 25 ans, plusieurs personnes nous ont expliqué que lorsque l'UICN débarquait en 2006, dans le cadre de la gestion de la forêt communautaire, ils étaient en bas âge. Pourtant, le dernier projet en date s'est déroulé en 2015 donc l'explication ci-dessus trouve ses limites. Cette méconnaissance des projets pourrait être expliquée simplement par le fait que les jeunes accordent peu d'intérêt à l'écologie.

Par ailleurs, parmi les sondés connaissant l'ONG, 87,7% déclarent qu'elle communique principalement par le biais de réunions. Celles-ci demeurent un outil approprié pour encourager les changements de comportements surtout en milieu rural où la communication écrite reste une barrière. La réunion permet d'apaiser les éventuelles tensions, favorise les échanges directs d'idées, la créativité, développe considérablement la motivation et encourage la mobilisation. En termes de résultats, ces rencontres ont permis une bonne collaboration entre l'UICN, la mairie de Djilor et la population autour d'un projet d'intérêt général : la revalorisation de l'environnement et le développement de la zone. À côté des réunions, la radio est apparue comme le deuxième moyen de communication de l'UICN (10,5% des répondants). P. M. B. Lewis et P. Mbianda (2010 : 52) relèvent quelques avantages de la radio: « il est à l'origine du désenclavement de certaines régions ; la large couverture du territoire ; les coûts de la conception audio sont relativement bas ; les auditeurs sont variés ; le poste radio est facilement transportable ; la rapidité dans le traitement de l'information ; l'information y est rapide quel que soit la situation géographique de la cible etc. ». En outre, en termes de communication environnementale en milieu rural, la radio reste un outil privilégié pour atteindre et sensibiliser la cible à la cause.

Cette communication de proximité de l'UICN s'est révélée une stratégie payante. En effet, les activités de communication de l'ONG ont eu du succès, si l'on en croit les participants.

Ainsi 98,2% ont avoué que les campagnes de sensibilisation leur ont permis de mieux appréhender l'importance de protéger l'environnement. Une prise conscience qui les a conduits à changer de comportements. La communication de proximité est une déclinaison de la communication publique. Cette dernière « est la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'informations d'utilité publique, ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques » (P. Zémor, 2005 : 5). Elle se caractérise donc par la défense de l'intérêt général. La protection de l'environnement relève de cet aspect, il est donc pertinent pour l'ONG de convoquer cette pratique. Son intérêt tient aussi au fait qu'elle permet de miser sur les valeurs de transparence, d'authenticité, de réciprocité dans les échanges d'informations (B. Cohen-Bacrie, 2008 : 20). D'ailleurs, l'ONG s'est appuyée sur les chefs de village, les guides religieux et le Maire pour relayer la communication. Des personnalités qui se singularisent par leur statut d'interlocutrices privilégiées avec les populations. En favorisant ainsi la collaboration avec les populations locales, l'ONG est parvenue en à faire des partenaires, ce faisant elle a dynamisé sa communication.

2.2. De l'importance de la communication dans les stratégies de protection de l'environnement de l'UICN

L'UICN a très tôt compris que l'environnement est le problème de tout un chacun, et que la communication est indispensable pour fédérer tous les acteurs sans exception autour de sa préservation. Un de nos interlocuteurs, ancien chef de projet à l'UICN, se confie sur la particularité de la communication de l'UICN : elle s'appuie sur des preuves scientifiques. « L'UICN ne viendra jamais te dire « je pense que... Non ! Ils te disent « les études ont prouvé ... », « l'analyse de l'histoire a montré... » donc ce n'est pas l'UICN qui te parle, c'est la science qui te parle ». L'UICN avait recours aussi à la formation pour éduquer la population aux problèmes environnementaux. Ces formations étaient assurées par des experts que l'organisation faisait venir pour discuter du droit de l'environnement, du code de la Pêche, du code de l'environnement, du code forestier etc. Elle fait ainsi de la vulgarisation scientifique, laquelle peut être définie comme le « Fait d'adapter des notions, des connaissances scientifiques ou techniques afin de les rendre compréhensibles au non-spécialiste » (site du CNRTL⁸, 2022).

Cette communication scientifique et technique s'est voulue assurément inclusive comme l'illustre la gestion de la forêt communautaire de Djiffa. Afin de mobiliser les populations riveraines autour de ce projet. L'ONG a distingué trois phases dans le déploiement

⁸ Centre national des ressources textuelles et lexicales français.

du projet. La première phase correspondait à l'identification d'une forêt pouvant être érigée en forêt communautaire. Il s'agissait de cibler les villages qui fréquentaient la forêt, précisément les personnes qui l'occupaient ainsi que les activités exercées par ces dernières. La seconde étape consistait pour les représentants de l'UICN d'échanger avec les chefs de villages. Ces derniers étaient rassemblés à l'occasion d'assemblées villageoises afin de leur présenter les tenants et les aboutissants du projet. Les messages tournaient autour de l'importance que recèle l'environnement pour la vie humaine, les conséquences qui découleront du risque de sa disparition, et les méthodes appropriées à employer pour sa protection. L'idée était aussi de jauger leur engouement pour le projet. Si l'érection de la forêt en forêt communautaire avec une gestion locale recevait un accueil favorable. Les éco-gardes étaient désignés au sein de chaque village. Par la suite, ils étaient formés, équipés et suivis. La troisième et dernière phase équivalait à la communication avec la population scindée en groupes sociaux : les femmes, les jeunes, les personnes âgées, ceux qui exploitaient la forêt. Le repérage des exploitants était indispensable pour l'UICN afin d'anticiper les conflits. En effet, si le dialogue n'était pas établi avec les exploitants, dès que la forêt était mise sous surveillance, l'accès leur était interdit. Une situation génératrice de tensions, car les exploitants coupent du bois pour le revendre et subvenir à leurs besoins. Consciente de cet aspect, les agents de l'UICN proposaient « des alternatives comme le maraîchage », nous confie l'ingénieur agronome.

De manière large, cette approche a fonctionné comme le soulignent le secrétaire municipal et l'ancien chef de projet de l'ONG. En effet, si au début du projet, reconnaissent-ils, « les gens étaient sceptiques et réticents », l'impact a même dépassé le périmètre des villages concernés. Preuve en est, les services de l'UICN recevaient des lettres de sollicitation pour dupliquer l'initiative dans d'autres territoires. « C'est certain que dans le milieu, il y a une conscience environnementale qui est vraiment établie », affirme l'enquêteur environnementaliste. L'ancien agent de l'UICN confirme ce constat :

Dans cette zone, honnêtement quand on venait, les gens ne savaient qu'on pouvait reboiser la mangrove. Ils vivaient ici depuis des millénaires mais ignoraient et pensaient que la régénération de la mangrove était une opération divine. Donc cela veut dire que quand on travaille et qu'on fait des résultats, les gens adhèrent facilement à ce que tu fais.

Les indices de cette évolution des mentalités sont nombreux, poursuit-il. En premier lieu, il cite la multiplication des pépinières dans la zone de Djilor. Ensuite, « il y a un indice très propre à la population. Par exemple dans une forêt, l'on te dit si tu montres un arbre à un enfant, et qu'il ne peut pas te donner le nom exact de cet arbre, c'est que cet arbre a pratiquement disparu ».

3. Le modèle du déficit informationnel au cœur de la communication de l'UICN

L'objectif de ce travail était d'analyser d'une part, les pratiques de communication de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans la commune de Djilor au Sénégal. D'autre part, il était question de saisir les perceptions des populations riveraines sur ces pratiques. La communication de l'ONG s'est révélée singulière. Elle est une communication scientifique fondée sur le modèle du déficit informationnel. « *According to the model, scientists and other experts possess crucial knowledge that non-scientists lack, and the purpose of science communication is to "fill the knowledge gaps" in a largely one-way flow of information from expert to layperson.* »⁹ (Reincke, Bredenoord et van Mil, 2020). Dans cette perspective, l'information est diffusée par des experts vers les publics pour obtenir un changement de comportements, d'attitudes et de croyances. La communication du monde scientifique avec le public est considérée comme unidirectionnelle et le public est considéré comme ignorant ce qui impose la nécessité de l'informer. L'enquête a mis en exergue que l'argumentaire de l'ONG s'appuie sur les résultats des études scientifiques et techniques effectuées par ses experts. La plupart du temps, ces études sont menées de pair avec la population locale pour qu'elle observe et constate elle-même, la situation. Cette approche s'est révélée performante comme l'illustrent les réactions des populations. Globalement, ces résultats sont soutenus par ceux de M. Jahnich (2005). Ce spécialiste de la communication environnementale avance que celle-ci « s'apparente à une communication technico-scientifique car elle comporte régulièrement des données issues des travaux scientifiques ». Précisément, si la communication environnementale revêt un aspect scientifique, c'est parce que les discours rationnels produisent un effet rassurant par rapport aux aspects angoissants caractérisant les thématiques environnementales (Jahnich, *ibidem*). Le modèle du déficit informationnel très critiqué en sciences de l'information et de la communication (SIC) montre ici qu'il peut s'appliquer parfaitement dans certaines situations. D'ailleurs, M. A. Ba (2016) confirme, dans son étude sur la communication environnementale autour de la décharge à ciel ouvert de Mbeubeuss, que le manque d'informations du public sur l'engagement des autorités publiques dans la gestion des déchets, est la cause principale des échecs de mobilisation citoyenne.

⁹ « Selon le modèle, les scientifiques et autres experts possèdent des connaissances cruciales qui manquent aux non-scientifiques, et le but de la communication scientifique est de « combler les lacunes dans les connaissances » dans une transmission d'informations largement à sens unique allant des experts aux profanes. »

L'hypothèse qui consistait à dire que l'UICN s'appuierait sur une communication principalement interactive pour convaincre les populations locales à adopter des changements de comportements, est donc relativement infirmée. En effet, le modèle du déficit informationnel est une communication de type linéaire où l'on s'intéresse uniquement à la transmission d'informations. Même si nous savons que l'information ne provient pas seulement des experts et qu'il y a différentes formes de connaissances, toutefois il s'avère que ce modèle est efficace chez certaines catégories du public.

Par ailleurs, la singularité de la démarche de l'ONG tient aussi qu'elle tient compte d'une dimension intégrative. Dans la mesure où les outils de communication principalement utilisés (réunions, radios) témoignent d'une volonté de favoriser les interactions et les dialogues avec les collaborateurs. Comme l'affirme à juste titre S. Olivesi (2007) : « communiquer, ce n'est pas simplement se faire l'émetteur d'un message, c'est surtout instaurer ou tenter d'instaurer une relation dans laquelle chaque partenaire se voit attribuer un rôle, une position, une place ou encore une image de soi ». La communication scientifique de l'UICN a alors quelque chose d'hybride. Elle est à cheval entre, d'un côté la volonté de miser sur une communication scientifique teintée de scientisme en considérant que la cible est hostile car ignorante. Elle a donc besoin d'être persuadée. De l'autre côté, le besoin de proximité avec les populations qui l'incite au dialogue sans pourtant se préoccuper du processus d'appropriation de ces connaissances.

Néanmoins, ce travail scientifique ne prétend pas à l'exhaustivité. L'étude ne porte que sur les activités de l'UICN dans la commune de Djilor et n'intègre pas l'influence des imaginaires sociaux culturels dans les comportements des populations. Il serait également intéressant de comparer les différentes stratégies de communication entre les localités du Sénégal pour voir si un modèle commun se dégage ; ou si des particularités se dessinent en fonction de la thématique environnementale traitée.

Conclusion

Cette contribution s'est intéressée à la communication environnementale de l'UICN dans la zone de Djilor. L'étude a mis en avant que l'ONG accorde une place importante à la communication dans ses activités. En outre, la particularité de cette communication réside dans le fait que les messages s'appuient essentiellement sur des arguments scientifiques et techniques pour stimuler des changements de comportements. Cette communication scientifique, combinée à l'utilisation d'outils adéquats tels que les réunions et les radios communautaires ont

permis à l'ONG d'impliquer la population locale dans la lutte en faveur de la sauvegarde de l'environnement. En définitive, la recherche conclut que la communication scientifique est un modèle tout à fait convenable pour sensibiliser les populations locales aux questions d'environnement. Des défis s'imposent ainsi aux chercheurs en communication environnementale : il s'agit d'analyser la corrélation entre ce type de communication et les comportements engageants des populations en prenant en compte les rapports qu'elles entretiennent avec la nature. A cette fin, un détour par l'anthropologie de la nature sera fort utile pour nourrir les réflexions.

Bibliographie

BA Mahi Alpha, 2017, *Communication et développement durable : étude de la décharge de Mbeubeuss*, Mémoire de master Communication, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal).

BORD Richard James, FISHER Anne et O'CONNOR Robert, 1998, « Public perceptions of global warming: United States and international perspectives », *Climate Research*, 11, 75-84. Consulté le 10 décembre 2011. URL : <http://www.climateaccess.org>.

COHEN-BACRIE, Bruno, 2008, *La communication publique territoriale : procédures, cibles et objectifs*, Paris, Territorial Editions, 135 p.

DOUGLAS Mary, 1986, *Comment pensent les institutions ?* (Traduit de l'anglais par A. ABEILLE), Paris, La Découverte, 180 p.

JAHNICH Mathieu 2015, « Débile environnemental ». URL : <http://www.sircome.fr>

KANE Omar, 2016, *La communication environnementale : Enjeux, acteurs et stratégies*. (2016), Paris, L'Harmattan, 138 p.

LEWIS Pierre Biombi Mouandjo et MBIANDA Patrice, 2010, *Théorie et pratique de la communication*, Paris, L'Harmattan, 865 p.

NDIAYE Marième Pollèle, 2014, *La communication intercommunale sur le changement climatique : entre stratégies et paradoxes. L'exemple de la communauté urbaine de Bordeaux*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne (France).

NDIAYE Marième Pollèle, 2021, « Questionner l'objet « Eau » en sciences de l'information et de la communication : un défi épistémologique ? », *Revue Africaine de communication (RAC)*, N°4, p.121-133.

OLIVESI Stéphane (dir.), 2007, *Introduction à la recherche en SIC*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 332 p.

Reincke Cathelijne, Bredenoord Annelien, van Mil Marc, 2020, « From deficit to dialogue in science communication ». In *Science & Society*. Repéré le 19/10/22. URL : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7506985/>.

SANDMAN Peter, 2009, « Climate Change Risk Communication: The Problem of Psychological Denial », Repéré le 11/02/11. URL : <http://www.psandman.com/col/climate.htm>.

ZEMOR, Pierre, 2005, *La communication publique*, Paris : PUF, 128 p.